

29 septembre 2004

Conférence de presse M. Jean Charest, premier ministre du Québec

[M. Charest:] On a fait les introductions ce matin, mais très rapidement M. le ministre Audet, M. le ministre Fournier, Jacques Pelletier de Chaudière-Appalaches, Robert Poirier, que vous connaissez déjà très bien, Gilles Vaillancourt, qui est avec nous également, M. Lagacé, Maurice Richard, Nathalie Normandeau, M. Shedleur, Mme Beauchamp. Merci beaucoup d'être venus, c'est terminé. Mais aujourd'hui on a eu une rencontre qui a été précédée, vous le savez, par une consultation qu'avait faite Mme Normandeau, les forums régionaux, qui ont mis à contribution cette nouvelle institution qui a été créée avec la loi n 34, la conférence régionale des élus, qui a été mise au monde au mois d'avril et qui rapidement s'est vu confier le mandat d'organiser les forums. On voulait envoyer un signal, en agissant ainsi, qui disait l'importance qu'on accorde à la Conférence régionale des élus, et aujourd'hui c'était l'occasion de faire le bilan des forums et de prendre un premier contact avec les présidents des conférences régionales pour parler de la décentralisation, la régionalisation, l'adaptation et les partenariats. Et, suite aux discussions de la journée, bien on a conclu une première entente à l'effet qu'on va négocier un protocole d'ici les 12, 13 et 14 octobre prochain sur les principes qui vont nous guider dans cette nouvelle mouvance, sur également les façons dont on va procéder par la suite. On va procéder par la Table Québec-municipalités, sur la question de la décentralisation. Pourquoi cette table-là? Parce que c'est au niveau municipal que se trouvent actuellement les pouvoirs de taxation, et c'est donc à cette table-là que nous allons travailler avec, en appui, la Table Québec-régions. Il y aura une deuxième table, la Table Québec-régions, qui aura en appui la Table Québec- municipalités sur les questions de régionalisation, d'adaptation et également de partenariat.

Je souligne en passant que la Fédération québécoise des municipalités et l'UMQ seront également mises à contribution dans cet exercice-là, qu'il y a un comité de cabinets qui sera formé pour la question de la décentralisation et la régionalisation, présidé par Jean-Marc Fournier et dont la vice-présidente sera Nathalie Normandeau. Et donc on a, après 30 ans de discussions, on a mis en branle, on a mis en oeuvre une démarche de décentralisation qui va se traduire par des gestes concrets. L'objectif pour nous, ce n'est pas essayer de tout faire en même temps, mais c'est de vraiment actualiser, là, ce que représente pour nous un mouvement vers les régions puis un rapprochement avec les citoyens des régions du Québec. Et je pense que c'est... je ne le pense pas, je le crois fondamentalement, que c'est significatif que...

[Journaliste: M. Charest...] [M. Charest:] Si vous me permettez, je vais conclure rapidement – je sais que le temps compte – puis M. Vaillancourt va dire un mot, je crois, puis ensuite vous pourrez poser vos questions. Tout ça pour vous dire, en terminant, qu'il y a une fenêtre qui s'ouvre et qui représente pour nous une occasion unique dans l'histoire d'avancer sur ce chemin-là, et je veux réitérer devant mes collègues que le gouvernement est très déterminé, que ça rejoint nos convictions profondes et que nous voyons là-dedans une occasion de faire avancer le développement du Québec. M. Vaillancourt.

[M. Vaillancourt (Gilles): Alors, je voudrais vous dire, au nom de mes collègues et le président, que finalement nous avons un projet commun, un projet qui est à la fois intéressant, emballant, qui est ambitieux, qui pourra se réaliser à la mesure de chacune des régions. Autrement dit, ce n'est pas un projet d'application universelle, mais c'est un projet dans lequel chaque région serait capable de faire valoir sa différence, enrichissant ainsi le tissu général du Québec. Ce qui a vraiment déclenché

notre enthousiasme, c'est que ce n'est pas uniquement un projet ministériel, c'est un projet gouvernemental, c'est un projet qui fait en sorte que le premier ministre nous a indiqué que c'est une volonté gouvernementale d'aller dans cette direction-là.

Alors, dans le passé, nous avions connu une décentralisation au moins du discours, très peu de possibilités de vraie décentralisation, parce que c'étaient des projets ministériels. Et peu importe la qualité des ministres, quand c'est un projet ministériel, ce n'est pas la même chose qu'un projet gouvernemental. Alors, aujourd'hui ce qui nous a rassurés, ce qui nous a emballés, c'est que c'est un projet gouvernemental. La modernisation de la gestion en région, l'adaptation, la décentralisation, c'est des choses auxquelles nous avons consacré beaucoup de temps dans le passé, et maintenant on a un projet. C'est ce qui nous satisfait.

Journaliste: M. Charest, la décentralisation, ça fait longtemps qu'on en parle, ça fait longtemps que c'est promis et que c'est réclamé, mais, en termes concrets, ça veut dire pour les régions plus d'argent. Pas nécessairement plus de subventions, des programmes à terme, là, mais plus de moyens, par exemple des redevances sur les ressources naturelles pour les régions ressources. Est-ce que vous êtes prêt à aller jusque-là dans ce protocole, d'ici à la mi-octobre, mettre sur la table des moyens financiers? [M. Charest:] Tout va être sur la table, et c'est la raison pour laquelle on a formé cette Table Québec... c'est-à-dire, elle existe déjà, la Table Québec-municipalités, il faut s'entendre, mais on envoie le dossier de la décentralisation à cette table-là parce que le pacte fiscal qui actuellement est appliqué va arriver à expiration en décembre 2005, et donc c'est opportun pour nous de s'asseoir pour rediscuter maintenant de l'application du pacte fiscal dans un contexte de décentralisation et de ressources financières.

Le ministre des Finances va participer directement aux discussions, alors ce n'est pas juste les ministres qui sont directement concernés par les régions, et ça, ça témoigne du fait qu'on va tout mettre sur la table, on va regarder des scénarios, incluant celui des redevances sur les ressources naturelles.

[Journaliste: J'aimerais entendre au moins deux présidents de CRE là-dessus, pas des régions ressources parce qu'on connaît assez bien leurs demandes, mais une région comme Laurentides ou Chaudière- Appalaches. Quels sont les moyens financiers que vous demandez pour assumer votre plus grande autonomie?]

M. Poirier (Robert): Vous savez que ça fait plusieurs années que les Laurentides... mais pas juste les Laurentides, toutes les régions demandent la décentralisation. Il faut comprendre, quand on parle des Laurentides, on est aussi une région ressource. La Hautes- Laurentides, c'est une région ressource. Alors, à même les Laurentides, on a tous les problèmes du Québec, à même les Laurentides, et c'est pour ça que c'est motivant aujourd'hui. On ressort de cette rencontre-là très motivés parce que c'est un projet commun, c'est un projet de société où l'objectif, c'est de mieux servir nos citoyens. Et, à partir du moment que les principes de base sont très clairs pour tout le monde, puis c'est une adhésion de toutes les régions du Québec, c'est très, très motivant.

La Modératrice: Norman Delisle.

M. Delisle (Norman): M. Charest, qu'est-ce que les régions du Québec ont ce soir qu'elles n'avaient pas ce matin?]

[M. Charest:] Elles ont un projet qui s'adresse directement à notre volonté de donner aux citoyens

des régions plus de pouvoirs puis plus d'outils pour leur propre développement. Et ça, bien on a travaillé depuis l'élection du gouvernement pour arriver au point où on est ce soir, où là on va maintenant actualiser, on va donner forme à cette volonté politique qui a été clairement énoncée. Alors, moi, je pense que – je me mets à la place des citoyens – ça ne change pas les choses du jour au lendemain, mais je peux vous dire que ça change les choses comme jamais on l'aura fait auparavant, dans la mesure où on s'est donné un plan de travail qui va réussir et qui est fondé sur des constats qui sont partagés par tout le monde, et qui sont d'abord... et fondés sur une volonté politique d'aller jusqu'au bout de notre démarche, ce qu'on n'a pas eu pour toutes sortes de raisons dans le passé. M. Vaillancourt, vous alliez ajouter un commentaire?

[M. Vaillancourt (Gilles): Je dirais qu'à votre question extrêmement intéressante: Quels seront les nouveaux revenus... Je vous dirais: D'abord, on va faire un premier exercice, déterminer ce que nous allons décentraliser et déterminer quelle est la valeur de la contrepartie dont on a besoin, et ensuite on regardera les différentes sources qui vont nous permettre de satisfaire ça. Alors, il y a un travail d'abord à faire, là.

Journaliste: Les points d'impôt, par exemple? Pourriez-vous demander...

M. Vaillancourt (Gilles): Regardez, madame, ça pourrait être n'importe quoi. On ne mentionnera rien de particulier. Je vous dis, il y a un premier travail à faire.

Journaliste: M. Charest, les deux grands défis que vous vous êtes fixés lorsque vous avez lancé vos forums régionaux, c'étaient démographie et finances publiques. En quoi la décentralisation vers les régions représente une solution à ces deux grands problèmes auxquels la société québécoise doit faire face?]

[M. Charest:] Je vais prendre un exemple, le domaine de l'éducation et l'avenir dans nos écoles de villages, dans un contexte de démographie et de finances publiques. Quand on fait le tour du Québec, là, avec justement le niveau de natalité, le phénomène de dénatalité, il y a un questionnement sur l'avenir d'un certain nombre d'écoles. Ça rejoint les préoccupations des municipalités qui, elles, veulent la présence d'une école pour assurer leur développement et aussi le fait que les ressources financières sont limitées. Ça nous amène vers quoi ultimement? À examiner nos façons de faire dans la façon de gérer nos écoles et nos services municipaux, nos services de loisirs, nos services communautaires, et là je pourrais vous décliner ça dans toutes sortes d'exemples.

Alors, dans le concret, là, si on cherchait un domaine d'activité qui touche la vie des citoyens, c'est probablement un très bon exemple.

[Journaliste: C'est écrit derrière vous Place aux citoyens. On a l'impression aujourd'hui qu'on n'a pas beaucoup entendu les citoyens, qu'on a beaucoup plus entendu les élus municipaux et les élus régionaux. Avez-vous l'impression qu'il va y avoir de la frustration de la part des citoyens après l'exercice d'aujourd'hui?

M. Poirier (Robert): Regardez, dans le forum des discussions qu'on a eu au cours de toute l'année, en tant que président de CRE des Laurentides, j'ai simplement écouté, je n'ai pas parlé à ces forums dans les Laurentides.

Journaliste: Mais vous avez négocié à huis clos?

M. Poirier (Robert): Regardez bien, j'ai écouté. On a eu un rapport qui a été endossé par tous les leaders des Laurentides, et aujourd'hui il faut comprendre que la réalité de chacune des régions va être respectée. C'est ça qu'on recherchait. Chacune des solutions à un problème va être amenée à même la région, c'est ça qu'on recherchait. Alors, quand on dit, est-ce que le citoyen est interpellé directement... Parce qu'il est venu avec des solutions, on a pris bonne note, et aujourd'hui on a l'aval du premier ministre comme quoi que ces solutions-là pourront être appliquées chez nous. Essai, erreur, mais on va les appliquer.

Journaliste: M. Charest, plus de pouvoirs, plus d'outils pour les régions, mais en pratique qu'est-ce que ça signifie? Par exemple quoi?]

[M. Charest:] Ça veut dire, dans la modulation de programmes par exemple, plus de souplesse pour qu'une région puisse livrer, selon des normes qui sont adaptées, des programmes, comme le programme FIER, un programme de développement économique régional où il y aura des fonds de rendus disponibles. M. Audet planche là-dessus actuellement. Ça va se faire en collaboration avec Fondaction, avec le Fonds de solidarité de la FTQ, avec le Mouvement Desjardins. Et ce qu'on veut, c'est un instrument, un outil où les citoyens des régions auront davantage d'emprise dans la façon dont cet argent-là peut être investi.

[Journaliste: Quel pouvoir?]

[M. Charest:] Mais ce pouvoir de décider de quelle façon l'argent va être investi. Je pourrais vous donner un autre exemple dans un contexte plus urbain. La ville de Montréal, par exemple, administre avec nous des programmes de logement: logement social, logement abordable. Aujourd'hui, M. Bossé nous faisait remarquer qu'ils ont, eux, les ressources nécessaires, la capacité de livrer le programme sans que Québec soit toujours obligé de regarder par-dessus leur épaule. Alors, c'est ce genre de chose là que nous pouvons effectivement changer pour donner plus d'autonomie, plus d'outils aux gens qui habitent les régions.

[Journaliste: M. Charest, je voudrais revenir à la question de mon collègue. Vous aviez au départ dit: On va aller faire un forum; vous aviez même appelé ça le Forum des générations. Là, on est rendus dans une décentralisation, puis une dérégionalisation, puis tout ce que vous voulez. Est-ce que ce n'est pas justement un détournement du sens de votre exercice que vous vouliez faire? Est-ce que ce n'est pas un peu l'expression d'une improvisation dans ce que vous aviez l'intention de faire au gouvernement?]

[M. Charest:] Il y a une cohésion là-dedans. Il y a un travail qui se fait en tenant compte justement de deux grands défis, celui de la démographie puis celui des finances publiques qui affectent tous les choix que nous sommes appelés à faire, incluant celui de la décentralisation et de la régionalisation.

Et, si on avait fait le contraire, c'est là où on nous aurait reproché avec raison de manquer de cohésion ou d'improviser. Au contraire, on a joint les deux parce qu'on voulait que, dans le résultat, il y ait un reflet justement de la réalité des régions et de l'importance pour nous d'agir en fonction des réalités des régions.

[Une voix: Essentiellement, si vous me permettez, effectivement moi, je pense qu'il y a eu là une cohérence. Quand on parle de convergence, les rapports qui ont été amenés, les discussions qui ont eu lieu ici aujourd'hui, essentiellement c'est les préoccupations de nos citoyens et de nos citoyennes. Et ce qui a été amené, c'est effectivement leurs inquiétudes par rapport aux masses critiques au niveau de l'éducation, la santé, de quelle façon les gens vont pouvoir occuper de façon dynamique le territoire dans l'ensemble des régions du Québec.

Donc, moi, je pense que les gens qui étaient ici aujourd'hui représentent aussi effectivement chaque citoyen de leurs régions, et ce qu'on a amené, c'est la volonté et les intérêts régionaux.

La Modératrice: Robert Dutrisac.

M. Dutrisac (Robert): ...j'aurais une question puis j'aurais peut-être une question sur le Suroît. Peut-être qu'on...

La Modératrice: Après les questions en anglais.]

[M. Charest:] Allez-y. Après ça, on prendra des questions sur d'autres sujets.

[M. Dutrisac (Robert): Très bien. Est-ce qu'il faut comprendre aujourd'hui que la solution aux problèmes démographiques qui s'en viennent, au problème des finances publiques, etc., réside dans la décentralisation essentiellement? Est-ce que tout l'exercice de plusieurs mois, qui a réuni, je ne sais pas, 2 500 personnes, aboutit finalement à ce «climax» là, à cette décentralisation? Est-ce que c'est ça, l'exercice? Et qu'est-ce que vous répondez aux citoyens, aux 2 500 citoyens qui sont venus exprimer leurs idées sur la santé, sur toutes sortes de sujets qui ne cadrent pas avec cette décentralisation? En tout cas, ils peuvent se demander quel est le rapport.]

[M. Charest:] Ce qu'il faut dire, c'est que ça fait partie des solutions, mais que ce n'est pas l'ensemble des réponses qu'on va donner, mais ça fait certainement partie des solutions. On ne peut pas aborder la question de la démographie au Québec sans parler des régions, impossible de parler d'un sans parler de l'autre et de l'impact que ça a dans les régions et ce qu'on doit faire dans les régions du Québec pour s'assurer qu'on puisse maintenir occupé le territoire et répondre aux besoins des populations des régions, qui prennent, eux, des décisions en fonction des services qui sont disponibles. Vous savez, si vous vivez en quelque part puis il n'y a pas d'école à proximité, il n'y a pas de services de santé à proximité, ça a un impact très important sur le développement des régions. L'avenir du Québec, ça passe également par des régions qui sont fortes, alors on ne fait pas un à l'exclusion de l'autre, mais ça fait partie certainement des réponses.

[Journaliste: Est-ce qu'on doit s'attendre à d'autres annonces...]

[M. Charest:] Bien, rendu au 12, 13, 14 octobre, lors du forum national qui va être un forum avec toile de fond, là, Line le décrivait ce matin, des générations, là effectivement, là, on arrive avec l'ensemble des débats qui se sont faits puis on va effectivement aborder toutes ces questions-là de santé, d'éducation puis on va le faire dans un contexte qui déborde la dimension régionale pour qu'on puisse également l'aborder sur un plan national, un plan québécois.

[Journaliste: M. Charest, si vous me permettez une dernière question, vous avez beaucoup coupé

au cours des deux derniers budgets dans le développement régional, je pense que c'est presque 30 %, là, des subventions au développement régional. Avez-vous l'intention, à la lumière de l'exercice que vous avez fait aujourd'hui avec les élus régionaux, d'augmenter ces budgets-là pour les aider à se développer?]

[M. Charest:] Il faut faire attention. Nous, on fait un ménage, là, dans les programmes qui étaient des programmes extrêmement dispendieux. Gardons à l'esprit que le Québec dépensait 4000000000 \$, bon an mal an, en crédits d'impôt puis en subventions aux entreprises, ce qui représente à peu près cinq fois plus que ce l'Ontario dépensait, alors qu'on a 75000000 d'habitants puis l'Ontario en a environ 125000000. Alors, c'était attendu depuis très longtemps qu'on fasse le ménage là-dedans et, quand on fait le ménage là-dedans, ça n'enlève rien à notre engagement d'appuyer les régions dans leur développement, puis la preuve, c'est qu'on a effectivement conclu plusieurs dossiers en région depuis ce temps- là. Alors, on va se garder des moyens, puis l'État québécois va toujours se garder des moyens pour son développement.

Maintenant, ce qu'on conclut aussi après 30 ans de débats puis de discours sur la décentralisation, c'est que le moyen le plus efficace pour qu'une région se développe, c'est que les citoyens puissent avoir les outils nécessaires pour qu'eux se développent parce que ça ne se fera pas à partir de Québec. Robert Poirier est mieux placé dans les Laurentides pour faire ces choix-là que quelqu'un à Québec. Et ça ne veut pas dire qu'on fait ça indépendamment un de l'autre, mais on veut, que ce soit Jacques Pelletier ou quelqu'un d'autre, on veut retourner aux citoyens des régions le plus d'outils possible pour leur propre développement. On va faire l'anglais sur le sujet, puis ensuite le Suroît. Où est- ce que vous voulez que j'aille, au juste?

[La modératrice: Alors, sur d'autres sujets en français.

Journaliste: ...le Suroît, M. Charest. Est-ce qu'Hydro-Québec conclut que le projet n'est plus nécessaire parce que le contexte a changé? Est-ce que vous allez l'annoncer tout de suite plutôt que de mener la commission parlementaire et l'annoncer après?]

[M. Charest:] La commission parlementaire a lieu pour que nous puissions débattre des besoins énergétiques futurs du Québec, et le Suroît s'inscrit là-dedans. Mais ce n'est pas l'inverse, là, ce n'est pas une commission parlementaire sur le Suroît, c'est une commission parlementaire sur nos besoins énergétiques. Alors, ce sera l'occasion justement d'évaluer le projet du Suroît dans ce contexte, et de le faire surtout à la lumière du rapport de la Régie de l'énergie qui, pour ne pas faire un jeu de mots, est assez éclairant sur les enjeux énergétiques au Québec et sur les grands défis.

[Journaliste: Mais si vous savez d'avance que ce n'est pas nécessaire, vous pouvez tenir quand même la commission parlementaire, puisque, vous le dites vous-même, la commission n'est pas que sur le Suroît, vous pouvez dire d'avance: On écarte le Suroît, mais on tient la commission sur le reste...]

[M. Charest:] On ne veut pas présupposer des conclusions, on veut surtout que la commission parlementaire puisse justement débattre des besoins énergétiques futurs...

[M. Charest:] On ne veut pas présupposer des conclusions. On veut surtout que la commission parlementaire puisse justement débattre des besoins énergétiques futurs. Puis, là, bien le Suroît va s'inscrire dans ce contexte parce que le Suroît s'inscrit effectivement dans un contexte beaucoup

plus large. Ça n'arrive pas tout seul. Ce n'est pas apparu juste par magie, c'est apparu dans un contexte où Hydro-Québec faisait ce choix puis proposait ce choix dans un contexte particulier. Mais parlons d'abord du contexte, puis ensuite on sera mieux éclairés sur le sens du projet.

[Journaliste: Est-ce exact que les pluies de l'été auraient changé les calculs sur lesquels Hydro-Québec s'est basé pour établir son besoin du Suroît?]

[M. Charest:] Pour moi vous avez été en vacances à l'extérieur du Québec, vous, cet été, si vous posez cette question-là. Ceux que je connais qui ont été au Québec cet été n'ont aucune espèce de doute que les réservoirs sont pleins à craquer, aucune espèce de doute.

[Journaliste: Est-ce que ça change la donne pour le Suroît?]

[M. Charest:] Bien, ce serait à Hydro-Québec de nous le dire. Il y a eu des pluies abondantes, puis Hydro-Québec pourra nous dire de quelle façon ça change la donne.

[Journaliste: On comprend: Pas question de fermer la porte complètement...]

[M. Charest:] On veut que la commission parlementaire fasse son travail. Puis le rapport de la Régie de l'énergie est un excellent rapport. Moi, je pense que ça vaut la peine... Je ne voudrais pas que le rapport de la Régie de l'énergie soit tablette sans qu'on ait vraiment l'occasion de partager autant que possible ses conclusions, parce qu'il y a des affaires là-dedans qui valent vraiment la peine de reprendre pour qu'on puisse, nous, comme Québécois, avoir là une appréciation de nos choix sur le plan énergétique.

Et gardons à l'esprit que, pour nous, l'énergie ça a été un outil de développement économique très fort au Québec. Et quand, moi, je fais un peu le tour de nos bilans puis de nos forces puis nos faiblesses au Québec, je peux vous dire, je suis allé à l'extérieur, l'énergie, c'est un argument de taille. On a de l'énergie à coût très raisonnable, de l'énergie propre, de l'énergie fiable. Moi, je veux que ce soit vrai pour l'avenir du Québec, alors la commission pour moi est très importante.

[Journaliste: Quel est, selon vous, l'impact pour le Québec, et également quel avenir vous voyez pour le stade du Parc olympique?]

[M. Charest:] Je pensais que vous alliez demander si c'était une décision de décentralisation, et c'était prévisible évidemment. On sait depuis quelques années maintenant, depuis qu'il y a eu des tentatives très louables de sauver les Expos, que ce jour allait arriver. Alors, on aurait préféré que les Expos restent à Montréal, mais on est devant une situation où évidemment les décisions étaient prises depuis déjà un bon moment.

Pour ce qui est du Stade olympique, bien là, la RIO aura l'occasion de vous dire comment ils voient les choses. Mais, moi, dans l'information que j'ai eue, la RIO continue de valoriser cette installation dans une perspective de foire, par exemple, d'événements majeurs. Alors, la RIO va continuer à opérer puis le stade va continuer à être utilisé comme lieu d'événements majeurs.

[Journaliste: ...pour le Québec, le départ des Expos?]

[M. Charest:] C'est une perte. Moi, j'aurais aimé mieux que les Expos restent, franchement, tu sais, pas parce que je suis un grand amateur de baseball, mais on aurait tous préféré que les Expos restent. Mais, à un moment donné, il y a des réalités qui sont incontournables. Si malheureusement

l'équipe ne fait pas ses frais, bien là... Et je peux vous dire qu'à chaque fois que le gouvernement du Québec a abordé le dossier, sous l'ancien gouvernement, puis qu'on était dans l'opposition, on a toujours eu, quant à nous, la même perspective: si l'État devait intervenir dans un dossier comme ça, il devait le faire sur une base d'affaires. Une base d'affaires. Puis dans le cas des Expos, malheureusement, les chiffres n'étaient pas au rendez-vous.

[Journaliste: Sur la hausse du prix de l'essence, M. Charest, est-ce que justement il y a des régions qui vous ont demandé peut- être de baisser votre taxe sur l'essence, pour les aider ou...]

[M. Charest:] On n'a pas discuté de ça aujourd'hui, mais si le point de presse se prolonge encore très longtemps, là, je ne serais pas étonné qu'il y en ait un qui le soulève, alors si ça ne vous fait rien, on va...

[Une voix: On va demander une concession américaine aussi.]

[M. Charest:] Oui, c'est...

Merci.